

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 MARS 1919.

Projet de loi

sur les

réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. de WOUTERS d'OPLINTER.

DOMMAGES AUX PERSONNES CIVILES.

MESSIEURS,

Il importe tout d'abord de déterminer la place que doit occuper, dans la législation sur les dommages occasionnés par la guerre, le projet qui est soumis à vos délibérations.

Quoique déposé et rapporté après le projet de loi sur les dommages directs aux biens, quoique son texte comprenne des paragraphes entiers de celui-ci dont il peut paraître une annexe, le projet de loi sur la réparation des dommages subis dans leur personne par des victimes civiles prend place, dans la pensée du Gouvernement et de votre Commission, en tête de l'œuvre de réparation proposée à la Législature.

Il ne pourrait d'ailleurs en être autrement. Héroïques ou résignées, de telles destinées sont toujours glorieuses et ceux qui les ont accomplies ont le droit d'être portés à l'ordre du jour de la Nation.

On ne leur rendra jamais trop d'honneur ! Mais notre tâche n'est pas aujourd'hui si élevée, il nous incombe seulement de rechercher les moyens d'atténuer quelque peu les conséquences de leur sacrifice. La Chambre aura

(1) Projet de loi, n° 72.

(2) La Commission, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Berloz, Brunet, Claes, Buyl, de Kerchove d'Exaerde, Deveze, de Wouters d'Oplinter, Goblet, Janson, Maes, Mahieu, Nobels, Pepin, Pirard, Poncelet, Van Cleemputte, Wauwermans.

cependant à cœur de saluer, avec la Commission, les citoyens qui ont bien mérité de la Patrie !

Les Puissances centrales ont introduit dans cette guerre des procédés nouveaux. Ce n'est plus la brutalité instinctive d'un peuple primitif qui lutte pour son existence, ce ne sont plus les exactions ni les rapines qui ont été trop souvent le cortège de la guerre. Ces exactions ont diminué progressivement grâce au développement de la civilisation, pour aboutir aux actes solennels qui ont réglé dans ces dernières années le droit international de la guerre. Ce n'est pas non plus une régression de la civilisation due à un relâchement de la discipline, coupable sans doute mais non prémédité. Ce qui s'est passé en Belgique, lors de l'invasion et pendant la guerre, est quelque chose de pire : c'est le crime érigé en méthode de combat et de gouvernement par une grande nation moderne.

Des hommes depuis longtemps rompus à la science de la guerre, soigneusement éduqués suivant les mœurs de la civilisation moderne, pesant les conséquences de leurs actes et en étudiant la valeur dans le silence de leur cabinet, ont accepté froidement de faire du massacre de populations inoffensives, du sac des villes et du pillage des campagnes un élément de leurs combinaisons stratégiques.

Il fallait que Louvain et Visé, Aerschot et Dinant, Termonde et Tamines, de sanglante mémoire, enseignent à Bruxelles, à Anvers, à la Wallonie, ce qu'il en coûte de résister aux Germains.

La terreur était enrôlée sous les plis du drapeau impérial !

Cette méthode était d'ailleurs indiquée dans les ouvrages d'art militaire publiés en Allemagne. Ces livres étaient connus, mais nul n'a jamais cru qu'un peuple osât les mettre en pratique au XX^e siècle ! Nul n'a jamais cru que l'on verrait ces troupes disciplinées entre toutes, disciplinées dans le pillage comme elles le furent plus tard jusque dans la révolution, massacrer et brûler par ordre de leurs chefs, et rentrer dans le rang à la voix de ceux-ci à l'heure et à la limite précises arrêtées par le grand État-Major.

S'il n'en fut pas ainsi, si ces constatations sont inexactes, comment expliquer que les grandes villes, celles qui renferment le plus de richesses, aient été systématiquement épargnées ?

De même, les déportations firent bien partie intégrante de l'ensemble des opérations de la guerre. La Belgique, que l'on n'avait pu asservir ni déshonorer, devait être saignée à blanc et ruinée avant que l'aigle abandonne sa proie. Lorsque l'impartiale histoire fera la chronique de ces cruelles années, elle devra constater que le début des destructions d'usines et des déportations marque l'heure où l'Allemagne a renoncé à tout espoir d'exécuter son plan d'annexion.

Les victimes civiles de la guerre ont donc versé leur sang pour la Nation ; celle-ci ne peut plus noblement s'acquitter à leur égard que *en les assimilant aux soldats morts ou blessés sur le champ de bataille.*

*
**

En droit strict l'État n'est obligé par aucune loi à reconnaître cette dette.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle l'irresponsabilité de la Souveraineté était un principe de droit incontesté.

Le rapport de la Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi sur les dommages aux biens (Doc. n° 73), indique l'évolution de la législation en ce qui concerne les pertes matérielles occasionnées par la guerre.

En ce qui concerne les militaires, il semble que le principe d'irresponsabilité ait disparu de notre droit depuis la loi du 24 mai 1838. Cette loi n'est pas une loi partielle de circonstance, comme il en fut voté en France et en Belgique après les guerres du XIX^e siècle, pour la réparation des dommages matériels.

Nous sommes en présence d'une loi organique attribuant aux officiers et soldats victimes d'événements de guerre un droit formel à une réparation par l'État. Ce droit à la réparation est acquis *ipso facto* et prend la forme d'une pension de retraite accordée aux intéressés ou aux ayants droit en cas de décès.

L'épopée glorieuse que notre armée a inscrite dans les fastes de la Belgique, comme aussi la modification profonde des conditions de l'existence ont rendu nécessaires la révision et l'extension de cette loi. Une commission spéciale composée d'officiers et de fonctionnaires s'en occupe activement sous la haute direction de M. le Ministre de la Guerre.

Les victimes civiles, par contre, se trouvent légalement dépourvues de tout droit, car à leur égard le principe de l'irresponsabilité de la Souveraineté n'a été atténué par aucune disposition organique. La Nation ne leur doit donc que ce qu'elle veut et ce qu'elle peut faire.

La conscience publique réclame l'intervention prompte de la législature pour combler cette lacune. Les décisions de celle-ci devront être dominées par cette idée : qu'une victime civile, si intéressante soit-elle, ne saurait être favorisée au regard d'une victime militaire. Comment doser en chiffres la valeur relative de la souffrance du bourgeois, massacré au seuil de son foyer, ou du sacrifice pleinement consenti du soldat tombé face à l'ennemi.

Ce sont des calculs auxquels la Chambre se refusera. Elle proclamera l'égalité de tous les Belges devant la mort causée par l'ennemi.

Il était essentiel d'affirmer dans le présent rapport le principe de *l'assimilation complète des victimes civiles aux victimes militaires*.

Le formuler suffit pour faire comprendre que la loi que nous allons voter ne peut s'en écarter.

Le taux relativement minime de la compensation accordée par le projet aux victimes civiles, n'a pas laissé que de causer une certaine déception, dont l'écho est parvenu à la Commission.

Ceux qui l'ont éprouvée comprendront, en méditant ce principe et en étudiant ses conséquences, que son adoption était inéluctable.

La réparation intégrale est dès lors impossible. On ne peut l'accorder à l'une des catégories des victimes sans en faire bénéficier l'autre. Elle serait d'ailleurs, dans l'espèce, presque irréalisable sans arbitraire.

D'autre part le Parlement, en réglant cette question, ne peut malheureusement s'abstraire de la question des voies et moyens. Le côté financier doit le préoccuper et les générosités auxquelles il se laisserait

volontiers entraîner, prendraient des proportions prohibitives en s'appliquant aux militaires comme aux civils.

*
* *

Des considérations ci-dessus découle naturellement le mode de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre : elles recevront une pension et celle-ci sera égale à celle des victimes militaires.

Le système étant admis, il ne reste plus qu'à en assurer l'application dans la loi.

C'est ici que nous rencontrons une situation bizarre, qui n'a pas laissé que de causer quelque perplexité à votre Commission.

Le projet de loi qui nous occupe est curieusement placé entre une loi, la loi sur les dommages matériels, à laquelle il devrait fréquemment se référer et qui n'est pas encore votée, et une autre loi, la future loi sur les pensions militaires, à laquelle il est absolument connexe et dont nous ne savons rien, ou presque rien. Quand sera-t-elle déposée, votée, que contiendra-t-elle ; triple point d'interrogation.

La simple raison semble indiquer la solution la plus facile, la plus logique : attendre. Mais il y a ici, à côté de la raison pure, des motifs d'opportunité et des mobiles de sentiment très légitimes.

Ni le Gouvernement, ni le Parlement, ni le Pays, ni les intéressés ne désirent attendre. Il faut dès lors choisir entre deux alternatives : l'affirmation pure et simple du principe de l'assimilation avec renvoi à la future loi sur les pensions militaires, ou bien la fixation d'un taux d'intervention établi sur des présomptions.

Le premier système est celui qui a été adopté par la Chambre française. Déposé en février 1916, voté en mai 1918 par la Chambre des députés, le projet de loi n'a pas encore été examiné par le Sénat.

L'article 3 est libellé comme suit :

« Les taux prévus pour le soldat ou pour ses ayants-droit seront appliqués aux bénéficiaires de la présente loi, sans que les pensions et gratifications d'infirmité puissent donner lieu à reversion. »

« L'exécution ordonnée par l'ennemi sera assimilée à la mort sur le champ de bataille, au point de vue du taux de la pension à allouer aux ayants-droit de la victime. Dans tous les autres cas, le taux normal sera appliqué à la veuve et aux ayants-droit de la victime. »

Ce texte contient plus qu'une simple déclaration de solidarité, il est en réalité créateur d'un droit et toute législation présente et future deviendra désormais applicable aux victimes civiles.

Il réalise cependant le principe de l'assimilation d'une manière que d'aucuns trouveront peut-être un peu trop radicale.

Notamment, la fixation de la pension au même taux que la pension du soldat, constitue ici un forfait uniforme qui, dans la loi sur les pensions militaires, est atténué par l'échelle ascendante du barème, proportionné au grade.

Il suffit de lire le projet du Gouvernement belge pour se rendre compte que dans l'application il y a des différences d'espèces, des considérations familiales, dont il est bon de tenir compte.

Le deuxième système, l'indication dans la loi du chiffre de l'intervention a eu les préférences de Monsieur le Ministre des Affaires Économiques.

Le projet de loi qu'il a déposé contient la désignation du taux des pensions à allouer aux victimes civiles et à leurs ayants droit.

Pour arrêter ce taux, on a dû se baser sur des probabilités. Nous ne pouvons encore qu'entrevoir les intentions de la Commission militaire, qui prépare en ce moment la revision de la loi de 1838.

Un renseignement semble avoir un caractère certain : le taux maximum de la pension du soldat sera fixé à 2,400 francs. Pour la pension des veuves et des orphelins, nous ne possédons pas encore de données, et le chiffre indiqué dans le projet repose sur de simples présomptions.

Cette incertitude est le principal, nous sommes tentés de dire le seul inconvénient du système adopté dans le projet de loi qui vous a été soumis par le Gouvernement.

Il peut y être remédié dans l'avenir. Si, après vote par la Chambre des deux projets de loi sur les pensions civiles et militaires, des discordances marquées entre les tarifs étaient constatées, une loi nouvelle pourrait aisément modifier la loi sur les pensions civiles. Il s'agirait seulement de la revision d'un chiffre, en réalisation d'un principe consacré et l'expérience nous a montré encore récemment que des lois de cette nature étaient aisément et rapidement votées par l'accord unanime de la Chambre.

D'autre part, le projet de loi du Gouvernement comprend certaines dispositions, relatives notamment aux ayants droit, inspirées souvent par la loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail, qui constituent un progrès incontestable.

Il serait regrettable de les voir disparaître de la loi future sur les pensions civiles, et nous pouvons même admettre qu'elles serviront d'indication pour la rédaction de la loi sur les pensions militaires.

Ayant ainsi pesé les avantages et les inconvénients des deux systèmes, votre Commission s'est ralliée au second, vous proposant l'adoption du projet de loi du Gouvernement, sous réserve des amendements qui sont exposés et justifiés ci-dessous, au cours de l'examen des articles du projet de loi.

Ces amendements portent notamment sur deux points spéciaux : la *représentation* et le *cumul* de l'indemnité.

Le texte primitif n'admet au bénéfice de la loi les petits-enfants qu'en représentation de leurs parents décédés, et de même les frères et sœurs qu'en l'absence d'enfants et d'ascendants. Votre Commission a estimé que toute personne qui, ainsi que les amendements proposés le spécifient, se trouve par le fait de guerre privée de son soutien doit obtenir réparation du dommage.

Le même événement malheureux pourra ainsi donner lieu à réparation à l'égard de plusieurs personnes. L'extrême modicité de la pension allouée rend cette générosité possible; elle est d'ailleurs équitable.

Il en est de même lorsqu'il s'agit d'autoriser le cumul de plusieurs pensions

dans le chef d'une même personne. Cette éventualité ne se présentera que dans le cas où plusieurs membres d'une même famille auraient péri. Là où des familles entières ont été décimées, un peu de bien-être viendra adoucir les souffrances des survivants.

Il doit être entendu que la pension civile due à un ayant-droit pourra se cumuler également avec une pension militaire analogue.

*
* * *

Il est bon de relever, en terminant cette partie générale du rapport, la déclaration finale de l'exposé des motifs du projet de loi : « En cas de décès de la victime, les allocations prévues pour les ayants-droit ne sont dues que si la victime était le *soutien* de ces derniers. Cette disposition doit être interprétée comme dans la loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail. Il ne faut donc pas, pour que l'indemnité susvisée soit accordée, qu'il soit démontré que l'ayant-droit était dans le besoin. *Il suffira que la victime lui soit venue en aide d'une façon régulière, à quelque degré que ce soit.* »

Cette déclaration devra servir de règle aux tribunaux de dommages pour la fixation des droits des intéressés.

EXAMEN DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier du projet de loi du Gouvernement ne paraît pas suffisamment explicite. Il définit la nature des faits qui donnent lieu à réparation et indique les personnes qui sont admises au bénéfice de celle-ci. Il a paru utile de mettre le texte en concordance avec le projet de loi sur la réparation des dommages aux biens, notamment en ce qui concerne les exclusions.

Les suites de l'*emprisonnement* — pour motifs politiques — peuvent donner lieu éventuellement à la réparation. Il est facile de faire ici une distinction entre les délits de droit commun et les faits de guerre.

Il n'en est pas de même en cas de décès. Les Belges tombés à la frontière par électrocution ou fusillade, les personnes tuées isolément par des troupes ou des patrouilles de police sont comprises évidemment sous l'application du 1^{er}. Ces faits ne se sont pas toujours produits à l'occasion d'actes louables, mais il n'y a guère moyen de le vérifier sans risquer de choir dans l'arbitraire.

Pas plus que l'*emprisonnement*, les violences exercées par l'ennemi n'étaient mentionnées expressément dans le projet de loi; la Commission a cru bien faire de réparer cette lacune. Il doit être cependant bien entendu que l'énumération, à l'article premier, des causes des dommages ne comporte pas l'exclusion de celles qui n'y sont pas spécifiées.

ART. 2.

Le taux de l'intervention de l'État est déterminé par cet article.

Le principe établi dans la partie générale du rapport : l'assimilation aux mili-

taires, devrait trouver ici son application rigoureuse. Des indications complètes et précises sur la nouvelle loi sur les pensions militaires nous manquent encore. Le Département des Affaires économiques interrogé à ce sujet nous a répondu :

« La revision de la loi sur les pensions militaires est en préparation au » Ministère de la Guerre, où un comité d'officiers et de fonctionnaires exa- » mine un avant-projet préparé par l'administration.

» Jusqu'ici, cette conférence admet le chiffre de 2,400 francs comme » devant être celui de la pension du soldat atteint d'une incapacité physique » totale. »

Dès lors, il paraît équitable de fixer également au chiffre uniforme de 2,400 francs le maximum de la pension du civil.

Cette solution a pour avantage de faire disparaître du projet de loi l'alinéa 2 de l'article 2 du projet du Gouvernement. Cette disposition en effet, établit entre les victimes civiles une distinction qui ne s'explique guère et qui, au surplus, prête à l'arbitraire. Il semble qu'on ait voulu remédier au nivellement excessif d'un barème uniforme. Dans la loi sur les pensions militaires, ce défaut est corrigé par la distinction des grades, et dans la loi sur les accidents du travail par le maintien de la proportion entre le salaire et l'indemnité. Dans le cas spécial qui nous occupe, le remède apparaît pire que le mal, en l'absence de tout élément certain et équitable pour baser la gradation. Du moment qu'il s'agit, non pas de réparer un dommage suivant les règles du droit commun, mais d'atténuer le mal dans une pensée de solidarité nationale, l'égalité doit être complète entre les victimes.

L'alinéa final de l'article 2 confie à un arrêté royal le soin de fixer le barème d'évaluation du degré d'invalidité. Cette disposition paraît pouvoir être maintenue sous la réserve formelle que ce barème sera établi et maintenu en concordance avec les mesures analogues qui seront prises en matière de pensions militaires.

ART. 3.

L'article 3 est maintenu, sauf quelques légères modifications de texte. Il prendra, dans le projet définitif, la place de l'article 4 et réciproquement. Ce groupement paraît plus logique et facilite la rédaction du texte.

ART. 4.

Votre Commission a estimé que cet article pouvait être maintenu, quoique aucune disposition analogue n'existe jusqu'à présent dans les lois de pensions militaires. Il est équitable et conforme à la tendance actuelle du législateur et du Gouvernement, qui ont introduit le principe du salaire ou de l'indemnité familiale dans maintes lois, arrêtés ou règlements.

Son inscription dans la présente loi sera une utile indication pour la préparation de la loi sur les pensions militaires.

Votre Commission a estimé également, dans un but de moralité publique, qu'il y avait lieu de favoriser autant que possible la disparition de situations irrégulières. Elle a donc à cet article et au suivant supprimé la condition qui

exigeait que le mariage ou la reconnaissance d'enfant naturel ait eu lieu *avant* le fait dommageable.

ART. 5.

En l'absence de données certaines et pour les motifs indiqués dans la partie générale du présent rapport, votre Commission vous propose d'accepter, au moins provisoirement, le chiffre de 800 francs pour la pension des veuves des victimes civiles.

Nous avons maintenu et élargi le principe de l'indemnité familiale pour les motifs indiqués plus haut.

ART. 6. (Maintenir.)

ART. 7.

Votre Commission a estimé que le délai de trois mois pour l'introduction de la demande est trop court. Elle propose de le porter à six mois et d'autoriser les tribunaux de dommages à relever les intéressés de la déchéance à raison de l'expiration du délai encourue quand le retard est dû à une cause indépendante de la volonté du sinistré.

ART. 8. (Maintenir.)

ART. 9. (Maintenir.)

ART. 10.

Votre Commission estime qu'il y a lieu d'insérer à cet article, qui règle le cumul des indemnités, une disposition empruntée à l'article 23 du projet de loi concernant la réparation des dommages aux biens meubles et immeubles, qui réserve les droits des intéressés aux indemnités que « l'État aurait recouvrées en vertu de conventions et de traités pour les dommages de toute nature qui n'auraient pas été réparés ou qui ne l'auraient été que partiellement par la présente loi. »

Pour les motifs indiqués au présent rapport elle propose la suppression de l'interdiction du cumul, par mesure de solidarité à l'égard des familles décimées.

L'alinéa 1^{er} a été maintenu. Il résulte d'explications fournies par le Département des Affaires économiques, qu'il a trait aux responsabilités de droit commun que l'État pourrait encourir comme entrepreneur de travaux ou de transports.

Le projet de loi, ainsi amendé, a été adopté par votre Commission spéciale à l'unanimité de ses membres.

Le Rapporteur,

FERNAND DE WOUTERS.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



PROJET DE LOI

SUR

les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre

ET

texte proposé par la Commission.

Projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

ARTICLE PREMIER.

Est réglée conformément à la présente loi, la réparation des dommages causés aux Belges qui n'appartiennent pas à l'armée, par décès, blessures, maladies ou infirmités survenues en suite des mesures ou de faits de guerre qui donneraient droit à indemnité en cas de préjudice subi dans les biens, spécialement en cas d'internement, de travail forcé ou de déportation.

Wetsontwerp op de vergoeding toe te kennen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog.

EERSTE ARTIKEL.

Wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet de vergoeding der schade berokkend aan de niet tot het leger behorende Belgen, door overlijden, verwondingen, ziekten of gebrekkelijkheden voor- of opgedaan ten gevolge van maatregelen of oorlogsfeiten welke recht zouden geven op vergoeding in geval van naadeel ondergaan in de goederen, bijzonderlijk in geval van internering, dwangarbeid of deportatie.

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

Est réglée conformément à la présente loi, la réparation des dommages causés aux Belges n'appartenant pas à l'armée, par décès, blessures, maladies ou infirmités survenues en suite :

1° De mesures prises ou de faits accomplis à l'occasion de la guerre par les puissances ennemies ou l'un de leurs agents ou ressortissants, spécialement en cas de violences, d'internement, de travail forcé, de déportation ou d'emprisonnement pour motifs non punissables par les lois pénales belges.

2° De mesures prises ou de faits accomplis à l'occasion de la défense ou de la libération de la Belgique, soit par l'État belge, soit par l'un des États associés à la Belgique dans la guerre, soit par un agent de la Belgique ou de l'un de ces États.

ART. 1^{er}.

Ne sont pas admis au bénéfice de la présente loi, ceux qui ont été condamnés par décision définitive du chef d'infraction :

1° A l'arrêté-loi du 10 décembre 1916, relatif à l'interdiction de relations d'ordre économique avec l'ennemi.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Wordt overeenkomstig deze wet geregeld het herstel van de schade, aan de niet tot het leger behorende Belgen berokkend door overlijden, verwondingen, ziekten of lichaamsgebreken zijnde het gevolg :

1° Van maatregelen getroffen of van daden gepleegd, naar aanleiding van den oorlog, door de vijandelijke mogendheden of door een van hare aangestelden of onderdanen, inzonderheid in geval van gewelddaden, interneering, gedwongen arbeid, wegvoering of gevangenhouding om redenen die door de Belgische strafwetten niet strafbaar zijn gesteld ;

2° Van maatregelen getroffen of van daden gepleegd, naar aanleiding van de verdediging of de bevrijding van België, hetzij door den Belgischen Staat, hetzij door een der Staten met België in den oorlog verbonden, hetzij door eenen aangestelde van België of van eenen dier Staten.

ART. 1bis.

Hebben geen aanspraak op de voordeelen dezer wet, zij die bij eindbeslissing werden veroordeeld wegens overtreding :

1° Van het besluit-wet van 10 December 1916 houdende verbod, betrekkingen op economisch gebied te onderhouden met den vijand ;

ART. 2.

Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 p. c., la victime a droit à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 1,200 francs pour l'incapacité totale.

Ce maximum peut être porté à 2,400 francs au plus, lorsqu'il est établi qu'une allocation annuelle de 1,200 francs n'est pas proportionnée à la situation économique de l'intéressé considérée à la date du 1^{er} août 1914.

Le degré d'invalidité est évalué d'après un barème à établir par arrêté royal.

ART. 3.

Si l'incapacité est temporaire, une allocation fixée comme il est dit à l'article qui précède est accordée pour la durée de l'invalidité, à la condition que cette durée dépasse trente jours.

L'allocation prend cours, en ce cas, à l'expiration de ce délai. Elle peut être renouvelée, une ou plusieurs fois, à la demande du titulaire, pourvu que cette demande soit introduite dans le délai de trois

ART. 2.

Heeft het schadelijke feit een blijvend arbeidsonvermogen van minstens 10 p. h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht op eene jaarlijksche vergoeding bepaald, volgens den graad van het lichamelijk onvermogen, op den voet van een maximum van 1,200 frank voor het volslagen onvermogen.

Dit maximum mag opgevoerd worden tot hoogstens 2,400 frank, wanneer er vastgesteld wordt dat eene jaarlijksche vergoeding van 1,200 frank niet in verhouding staat met den economischen toestand waarin de belanghebbende den 1^{en} Augustus 1914 verkeerde.

De graad van het onvermogen wordt berekend naar eenen bij koninklijk besluit vast te stellen standaard.

ART. 3.

Voor elk tijdelijk onvermogen van meer dan dertig dagen wordt voor dezès duur vergoeding verleend vastgesteld zooals gezegd in voorgaand artikel.

In dit geval is de vergoeding verschuldigd van af den een en dertigsten dag van het onvermogen. Zij mag op aanvraag van den titularis, een of meermalen vernieuwd worden, op voorwaarde dat deze aan-

2^o Aux dispositions du titre I^{er} du livre II du Code pénal, de la loi du 4 août 1914, des arrêtés-lois du 11 octobre 1916 et du 8 avril 1917 sur les crimes et délits contre la sûreté de l'État.

ART. 2.

Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 p. c. la victime a droit à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 2,400 francs pour l'incapacité totale.

(L'alinéa 2 du projet du gouvernement est supprimé.)

Le degré d'invalidité est évalué d'après un barème à établir par arrêté royal.

ART. 3 (1).

Si le fait dommageable a été la cause d'une incapacité temporaire dépassant trente jours, l'allocation sera calculée sur les bases déterminées aux articles 2 et 3 pour la durée de cette incapacité.

(L'alinéa 2 du projet du Gouvernement est maintenu.)

(1) Dans le texte définitif, l'article 3 actuel devra se placer après l'article 4.

2^o Van het bepaalde in Titel I^o Boek II, van het Strafwetboek, in de wet van 4 Augustus 1914, in de besluit-wetten van 11 October 1916 en 8 April 1917 op de misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat.

ART. 2.

Heeft het schadelijk feit eene voortdurende ongeschiktheid tot werken van minstens 10 t.h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht op eene jaarlijksche tegemoetkoming, volgens den graad van invaliditeit bepaald naar den grondslag van ten hoogste 2,400 frank voor de volkomene ongeschiktheid.

(Het 2^e lid van het ontwerp der Regeering wordt weggelaten).

De graad van invaliditeit wordt berekend naar eenen bij koninklijk besluit vast te stellen standaard.

ART. 3 (1).

Heeft het schadelijk feit eene tijdelijke ongeschiktheid van meer dan dertig dagen veroorzaakt, dan wordt de tegemoetkoming berekend naar de grondslagen, bij de artikelen 2 en 3 vastgesteld voor den duur dier ongeschiktheid.

(Het 2^e lid van het ontwerp der Regeering wordt behouden).

(1) In den definitieven tekst moet het huidig artikel 3 opgenomen worden na artikel 4.

ans à dater de la première décision ; elle peut alors être majorée ou diminuée.

ART. 4.

Il est accordé à la victime une majoration d'allocation annuelle, par enfant âgé de moins de seize ans au moment du fait dommageable.

Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 300 francs par enfant en cas d'incapacité totale. Elle prend fin, pour chaque enfant, le jour où celui-ci atteint l'âge de seize ans.

Les enfants naturels ne sont pris en considération, pour l'application des dispositions qui précèdent, que s'ils ont été reconnus avant le fait dommageable.

ART. 5.

Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé les indemnités suivantes :

1° Une allocation annuelle de 800 francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur au fait dommageable ; toutefois, le veuf n'a droit à cette allocation que si la victime était son soutien ;

2° Une allocation annuelle de 300 francs par tête :

a) Aux enfants légitimes nés ou conçus avant le fait dommageable et aux enfants naturels reconnus avant ce fait, pour autant que les uns et

vraag ingediend word binnen den termijn van drie jaar te rekenen van de eindbeslissing ; zij mag aldan verhoogd of verminderd worden.

ART. 4.

Voor elk kind beneden de zestien jaar, op het oogenblik van het schadelijk feit, wordt aan het slachtoffer eene vermeerdering van jaarlijksche vergoeding toegekend.

Deze vermeerdering is bepaald naar den graad van het lichamelijk onvermogen, op den voet van een maximum van 300 frank per kind in geval van volslagen onvermogen. Zij wordt voor elk kind niet meer toegekend zoodra het den zestienjarigen leeftijd bereikt.

De buitenechtelijke kinderen komen niet in aanmerking voor de toepassing van voorgaande bepalingen, dan zoo zij vóór het schadelijk feit als wettige kinderen erkend zijn.

ART. 5.

Heeft het schadelijk feit de dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen toegekend :

1° Eene jaarlijksche vergoeding van 800 frank aan de noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echteling, op voorwaarde dat het huwelijk vóór het schadelijk feit is voltrokken ; de weduwnaar heeft echter slechts dan recht op die vergoeding wanneer het slachtoffer zijn steun was ;

2° Eene jaarlijksche vergoeding van 300 frank per hoofd :

a) Aan de wettige kinderen, vóór het schadelijk feit geboren of ontvangen, en aan de buitenechtelijke, vóór dit feit erkende kinderen, voor

ART. 4.

(Comme au projet du Gouvernement).

Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité sur la base d'un maximum de 300 francs par enfant en cas d'incapacité totale.

Elle prend fin lorsque l'enfant accomplit sa seizième année.

Les enfants naturels ne sont pris en considération, pour l'application des dispositions qui précèdent, que s'ils ont été reconnus.

ART. 5.

Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé les indemnités suivantes :

1° Une allocation annuelle de 800 francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps ;

2° Une allocation annuelle de 300 francs par tête :

a) Aux enfants légitimes et aux enfants naturels reconnus, les uns et les autres âgés de moins de seize ans.

ART. 4.

(Zooals in het ontwerp der Regeering.)

Deze verhooging wordt, volgens den graad van invaliditeit, bepaald naar den grondslag van ten hoogste 300 frank per kind in geval van volkomene ongeschiktheid.

Zij vervalt wanneer het kind den leeftijd van zestien jaar bereikt.

Voor de toepassing van de vorige bepalingen komen de natuurlijke kinderen alleen dan in aanmerking wanneer zij erkend werden.

ART. 5.

Heeft het schadelijk feit den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen verleend :

1° Eene jaarlijksche tegemoetkoming van 800 frank aan den noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot ;

2° Eene jaarlijksche tegemoetkoming van 300 frank per hoofd :

a) Aan de wettige kinderen en aan de erkende natuurlijke kinderen, beide beneden zestien jaar.

les autres soient âgés de moins de seize ans au moment du même fait;

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de seize ans au moment du fait dommageable, ainsi qu'aux ascendants dont la victime était le soutien;

c) Aux frères et aux sœurs, âgés de moins de seize ans au moment du fait dommageable et dont la victime était le soutien.

Les enfants excluent les ayants-droit des catégories B et C; toutefois, les petits-enfants viennent en représentation de leur auteur. Les ayants-droit de la catégorie B excluent les frères et sœurs.

ART. 6.

Les allocations sont accordées par les juridictions des dommages de guerre instituées par l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Il sera fait application de toutes les dispositions des titres II et III du dit arrêté-loi, non contraires à la présente loi.

ART. 7.

La demande doit être formée, à peine de déchéance, dans les trois

zoover beiden op het oogenblik van hetzelfde feit den leeftijd van 16 jaar niet hebben bereikt;

b) Aan de kleinkinderen, die op het oogenblik van het schadelijk feit den leeftijd van 16 jaar niet hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in opgaande linie, wier steun het slachtoffer was;

c) Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaar op het oogenblik van het schadelijk feit, wier steun het slachtoffer was.

De kinderen sluiten de rechthebbenden van groepen B en C uit; evenwel treden de kleinkinderen bij plaatsvervulling voor hun rechtgever op. De rechthebbenden van groep B sluiten de broeders en zusters uit.

ART. 6.

De vergoedingen worden verleend door de rechtsmachten voor oorlogsschade, ingesteld bij het wetbesluit van 23 Oktober 1918.

Al de bepalingen van titels II en III van evenvermeld wet-besluit, welke niet in strijd zijn met onderhavige wet, zullen worden toegepast.

ART. 7.

De aanvraag dient, op straf van rechtsverval, ingediend binnen de

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de 16 ans.

c) *Aux ascendants dont la victime était le soutien.*

d) aux frères et sœurs, âgés de moins de 16 ans dont la victime était le soutien.

Les indemnités attribuées sous les lettres a), b) et d) cesseront lorsque les bénéficiaires ont accompli leur seizième année.

ART. 6.

(Comme au projet du Gouvernement.)

ART. 7.

La demande doit être formée, à peine de déchéance, dans les six

b) Aan de kleinkinderen beneden zestien jaar;

c) *Aan de bloedverwanten in de opgaande linie, waarvan het slachtoffer de kostwinner was;*

d) Aan de broeders en zusters beneden zestien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

De bij letters a), b) en d) toegekende vergoedingen vervallen wanneer de rechthebbenden den leeftijd van zestien jaar hebben bereikt.

ART. 6.

(Zooals in het ontwerp der Regering.)

ART. 7.

De aanvraag moet, op straffe van vervallenverklaring, ingediend wor-

mois de la présente loi ou, si le fait dommageable est postérieur à cette mise en vigueur, dans les trois mois à dater de ce fait.

ART. 8.

Lorsque la cause n'est pas en état, le tribunal peut accorder même d'office une allocation provisionnelle.

Si la provision dépasse le montant de l'allocation définitive, il n'y a pas lieu à répétition de la différence.

ART. 9.

Les indemnités dues en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

ART. 10.

Le bénéfice de la présente loi ne peut être cumulé avec celui des dispositions de droit commun relatives à la responsabilité des pouvoirs publics.

Le cumul de deux ou plusieurs allocations prévues par la présente loi est interdit.

drie maand volgende op het in werking treden van onderhavige wet of zoo het schadelijk feit na dit in werking treden zich heeft voorgedaan, binnen de drie maand ingaande met dit feit.

ART. 8.

Wanneer de zaak niet in staat van wijzen is, mag de rechtbank, zelfs ambtshalve, eene vergoeding bij voorraad toekennen.

Indien de bij voorraad verleende vergoeding de bij eindbeslissing toegekende vergoeding te boven gaat, mag het verschil niet meer teruggeëischt worden.

ART. 9.

De krachtens deze wet verschuldigde vergoedingen zijn niet vatbaar voor afstand en beslag tenzij wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud.

ART. 10.

Het voorrecht van deze wet en dit van de bepalingen van het gemeene recht betreffende de aansprakelijkheid der openbare machten mogen niet te gelijk worden gevorderd.

Zoo ook is het verboden twee of meer door onderhavige wet voorziene vergoedingen te gelijk op te trekken.

mois de la publication de la présente loi ou si le dommage, est postérieur à cette publication, dans les six mois à dater de ce dommage.

Toutefois, les tribunaux de dommages de guerre pourront relever l'intéressé de la déchéance encourue à raison de l'inobservation du délai s'il est établi que celle-ci provient d'une cause indépendante de sa volonté.

ART. 8.

(Comme au projet du Gouvernement.)

ART. 9.

Les indemnités *allouées* en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

ART. 10.

Le 1^{er} alinéa comme au projet du Gouvernement.

Le 2^me alinéa est supprimé.

den binnen zes maand na de bekendmaking dezer wet ofwel, indien de schade na deze bekendmaking is toegebracht, binnen zes maand te rekenen van deze schade.

De rechtbanken voor oorlogsschade kunnen echter den belanghebbende ontheffen van het verval wegens het niet inachtnemen van den termijn, zoo het bewezen is dat dit het gevolg is van eene oorzaak onafhankelijk van zijnen wil.

ART. 8.

(Zooals in het ontwerp der Regeering).

ART. 9.

De krachtens deze wet *verleende* vergoedingen kunnen alleen wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud afgestaan en in beslag genomen worden.

ART. 10.

1^{ste} lid : zooals in het ontwerp der Regeering.

2^de lid : wordt weggelaten.

ART. 11.

Les indemnités ne sont pas dues pour le temps pendant lequel les titulaires, en raison des dommages visés par la présente loi, ont reçu des allocations, soit de l'État, des provinces ou des communes, soit du Comité National de Secours et d'Alimentation, notamment par l'intermédiaire de l'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre et de la Section Aide et Protection aux Invalides de la Guerre.

ART. 11.

De vergoedingen zijn niet verschuldigd voor den tijd gedurende denwelke de titularissen, wegens de bij deze wet bedoelde schade, vergoedingen hebben ontvangen, hetzij van den Staat, de provinciën of de gemeenten, hetzij van het Nationaal Comité voor hulpbetoon en voeding, o. m. door bemiddeling van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen en van de Afdeling Hulp en Bescherming voor de Oorlogsinvaliden.



Toutefois, l'allocation et le paiement d'une indemnité ne s'opposent pas à la participation des intéressés dans l'attribution des sommes que l'État aura recouvrées en vertu des conventions et des traités pour les dommages de toute nature qui n'auraient pas été réparés ou qui ne l'auraient été que partiellement par la présente loi.

ART. 11.

(Comme au projet du gouvernement).

De toekenning en de betaling eener vergoeding beletten echter niet dat aan de belanghebbenden een aandeel wordt gegeven in de verdeeling der sommen welke de Staat krachtens de overeenkomsten en verdragen ontvangt voor allerlei schade die door deze wet niet of slechts gedeeltelijk mocht hersteld zijn.

ART. 11.

(Zooals in het ontwerp der Regeering).



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 MAART 1919.

Wetsontwerp

op de vergoeding toe te kennen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog (1)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de WOUTERS d'OPLINTER.

SCHADE AAN BURGERLIJKE PERSONEN.

MIJNE HEEREN,

Het komt er eerst en vooral op aan, de plaats te bepalen, die het ontwerp, dat u ter behandeling wordt voorgelegd, in de wetgeving betreffende de oorlogsschade inneemt, al komt de indiening en het verslag na het wetsvoorstel op de rechtstreeksche schade aan goederen, al omvat de tekst geheele paragrafen van dit laatste, waarvan het een aanhangsel schijnt te zijn, toch komt in den geest der Regering en uwer Commissie het wetsontwerp op het herstel der schade, in hunnen persoon geleden door de burgerlijke slachtoffers, aan het hoofd van het werk tot herstelling aan de Wetgevende Kamers voorgesteld.

Het zou ook niet anders kunnen. Zulke lotgevallen, heldhaftig of gelaten, zijn altijd roemrijk, en zij die ze ondergingen, verdienen aan de dagorde der Natie vernoemd te worden.

Men zal hun nooit te veel eer aandoen! Onze taak is echter ditmaal niet verheven; wij behoeven enkel na te gaan door welke middelen de gevolgen hunner opoffering eenigermate kunnen verzacht worden. De Kamer zal

(1) Wetsontwerp, n^o 72.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, was samengesteld uit de heeren BERLOZ, BRUNET, CLAES, BUYL, DE KERCHOVE d'EXAERDE, DEVÈZE, DE WOUTERS d'OPLINTER, GOBLET, JANSON, MAES, MAHIEU, NOBELS, PEPIN, PIRARD, PONCELET, VAN CLEEMPUTTE, WAUVERMANS.

echter ter harte nemen, met de Commissie de burgers te groeten, die zich tegenover het Vaderland verdienstelijk hebben gemaakt !

De middenrijken hebben in dezen oorlog nieuwe gebruiken ingevoerd. 't Is niet meer de ingeboren brutaliteit van een primitief volk, dat strijdt voor zijn bestaan, het zijn niet meer de aspersingen noch de plunderingen die maar al te vaak de na-leep van den oorlog waren. Die aspersingen zijn geleidelijk verminderd dank zij den groei der beschaving om te komen tot de plechtige handelingen die in de jongste jaren het internationaal oorlogsrecht geregeld hebben. Het is ook geen achteruitgang van de beschaving als gevolg van eene verslapping der tucht, schuldig voorzeker, doch niet vooraf beraamd. Wat in België gebeurde bij den inval en tijdens den oorlog, is iets ergers : het is de misdaad door eene groote moderne natie gemaakt tot methode van strijd en van regeering.

Menschen, sedert lang in de oorlogswetenschap beslagen, zorgvuldig opgevoed naar de zeden der moderne beschaving, die de gevolgen hunner daden wegen en er de waarde van onderzoeken in de rust van hunne studeerkamer, hebben koelbloedig aangenomen, tot een factor van hunne strategische beramingen te maken, het uitnoodigen der weerlooze bevolking, het vernielen der steden en het plunderen van het platteland.

Leuven en Visé, Aerschot en Dinant, Dendermonde en Tamines, bloediger gedachtenis, moeten aan Brussel, Antwerpen en Wallonië leeren wat het kost den Duitschers weerstand te bieden.

In de plooiën van de keizerlijke vlag wapperde de terreur.

Dit stelsel was ten andere aangegeven in de militaire wetenschappelijke werken, in Duitschland verschenen. Deze boeken waren gekend, maar niemand heeft ooit gedacht dat een volk ze durfde in praktijk stellen in de XX^{ste} eeuw ! Niemand heeft ooit gedacht dat men deze troepen, meer dan andere aan tucht gewend, de tucht volgend voor de plundering, zooals ze die later volgden, tot zelfs voor de revolutie, zou zien plunderen en moorden op bevel van hunne oversten, en weer in 't gelid treden op de stem van dezen, op het juiste uur en het juiste oogenblik door den Staf vastgesteld.

Indien het niet zoo was, indien deze beweringen onnauwkeurig zijn, hoe verklaren wij dan dat de groote steden, die de meeste rijkdommen bevatten, stelselmatig zijn gespaard gebleven ?

Evenzoo waren de wegvoeringen wel degelijk een deel behoorend tot het geheele stelsel der oorlogsvoering. België, dat men had kunnen onderwerpen noch onteeren, moest geheel uitgeput en geroïneerd worden vooraleer de arend zijn prooi losliet. Wanneer de onpartijdige geschiedenis deze gruwel-jaren zal beschrijven, zal zij moeten vaststellen dat de aanvang van de vernieling der fabrieken en van de wegvoeringen samenvalt met het oogenblik waarop Duitschland alle hoop opgeeft zijn annexatieplan te kunnen uitvoeren.

De burgerlijke slachtoffers van den oorlog hebben dus hun bloed gestort voor de Natie ; deze kan niet op edeler wijze haren plicht tegenover hen vervullen, dan door ze gelijk te stellen met de soldaten die op het slagveld gesneurd of gekwetst zijn.

Naar het strenge recht is de Staat door geene enkele wet gehouden deze schuld te erkennen. Tot het einde der XVIII^e eeuw was de onverantwoordelijkheid der Souvereiniteit een onbestreden rechtsbeginsel.

Het verslag van de Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het wetsontwerp op de schade veroorzaakt aan de goederen (stuk, n° 75), toont aan welke de ontwikkelingsgang is van de wetgeving, wat aangaat de door den oorlog veroorzaakte stoffelijke verliezen.

Wat de militairen betreft, schijnt het, dat het beginsel van niet-aansprakelijkheid sedert de wet van 24 Mei 1838 uit ons recht is verdwenen. Deze wet is niet eene gedeeltelijke gelegenheidswet, zooals er in Frankrijk en in België na de oorlogen der XIX^e eeuw werden aangenomen, tot herstel van de stoffelijke schade.

Het geldt eene organieke wet, welke aan de officieren en soldaten, die slachtoffers van de oorlogsgebeurtenissen waren, een uitdrukkelijk recht op herstel door den Staat toekent. Dit recht op herstel wordt door de daad zelve verkregen en neemt den vorm aan van een rustgeld verleend aan de belanghebbenden of, bij overlijden, aan de rechthebbenden.

Het zegenrijke epos, door ons leger in de geschiedboeken van België geschreven, evenals de grondige wijziging van de levenstoestanden, drongen de herziening en de uitbreiding dier wet op. Eene Bijzondere Commissie, uit officieren en ambtenaren bestaande, houdt zich ijverig daarmee bezig, onder de hooge leiding van den Minister van Oorlog.

De burgerlijke slachtoffers, daarentegen, hebben krachtens de wet geen enkel recht, dewijl het beginsel van de niet-aansprakelijkheid der Souvereiniteit door geen enkele organieke bepaling werd gewijzigd. De Natie is hem dus slechts verschuldigd wat zij wil en wat zij kan doen.

De openbare meening eischt dat de wetgeving dadelijk tusschenbeide kome om deze leemte aan te vullen. De beslissingen der wetgeving moeten door deze gedachte worden beheerd: het burgerlijk slachtoffer, hoe belangwekkend ook, mag niet boven het militair slachtoffer bevoordeeld worden.

Hoe zal men in cijfers kunnen aangeven de betrekkelijke waarde van het lijden des burgers die op den drempel zijner haardstede werd vermoord, of van de vrijwillige zelfopoffering van den gesneuvelden soldaat?

Met zulke berekeningen zal de Kamer zich niet willen inlaten. Zij zal de gelijkheid verkondigen van al de Belgen, die door den vijand werden gedood.

Het was hoofdzak, in dit verslag het beginsel van *de volledige gelijkstelling der burgerlijke en der militaire slachtoffers* te huldigen.

Het volstaat dit beginsel uit te drukken om te doen beseffen dat de wet, die wij zullen aannemen, daarvan niet mag afwijken.

De betrekkelijk geringe hoegrootheid der vergelding, door het ontwerp aan de burgerlijke slachtoffers verleend, gaf aanleiding tot eene zekere ontgoocheling, waarvan de Commissie eenigszins kennis kon nemen.

Zij, die dezelve hebben ondervonden, zullen, wanneer zij dit beginsel overwegen en de gevolgen daarvan nagaan, begrijpen dat de aanneming daarvan onvermijdelijk was.

Het volle herstel is bijgevolg onmogelijk. Men kan het niet verleenen aan eene van deze groepen slachtoffers, zonder het ook aan de andere toe te kennen. Overigens, zonder willekeur zou dit herstel op dit gebied bijna niet te verwezenlijken zijn.

Anderzijds kan het Parlement, bij het regelen van deze zaak, ongelukkig de quæstie van de geldmiddelen niet uit het oog verliezen. Het moet zich bekommeren om de financiële zijde en de weldaden, waartoe het zich gemakkelijk mocht laten medeslepen, zouden, wanneer men ze op militairen evenals op burgers toepast, wellicht moeten afgewezen worden.

* * *

Uit bovenstaande beschouwingen kan men afleiden op welke wijze herstel dient te worden verleend aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog : zij zullen een pensioen verkrijgen en dit pensioen zal gelijk zijn aan het pensioen van de militaire slachtoffers.

Is het stelsel aangenomen, dan dient nog enkel de toepassing daarvan door de wet te worden verzekerd.

Hier staan wij tegenover een zonderlingen toestand die niet nagelaten heeft uwe Commissie eenig-zins in verlegenheid te brengen.

Het ons voorgelegd wetsontwerp komt heel aardig voor tusschen eene wet, dewet op de stoffelijke schade, waarop het zich menigmaal zou moeten beroepen en die nog niet is aangenomen, en eene andere wet, de aanstaande wet op de militaire pensioenen waarmede het volstrekt verbonden is, en waarvan ons niets of nagenoeg niets gekend is. Wanneer zal zij worden ingediend, aangenomen en wat zal zij bevatten? Ziedaar evenveel onbeantwoord gebleven vragen.

De eenvoudige reden schijnt de meest eenvoudige, de meest logische oplossing aan te duiden : namelijk af te wachten. Doch, benevens de zuivere reden vindt men hier redenen van gepastheid en zeer gewettigde gevoelsbewegredenen.

Noch de Regeering, noch het Parlement, noch het Land, noch de belanghebbenden wenschen te wachten. Bijgevolg moet men een van beide aannemen : de zuivere en eenvoudige bevestiging van het beginsel der gelijkstelling met verwijzing naar de aanstaande wet op de militaire pensioenen, of wel de vaststelling van een maatstaf van tusschenkomst gegrondvest op vermoedens.

Het eerste stelsel werd door de Fransche Kamer aangenomen. In Februari 1916 voorgelegd, in Mei 1918 door de Kamer der Afgevaardigen aangenomen, werd het wetsontwerp nog niet door den Senaat behandeld.

Artikel 3 luidt :

« De bedragen voorzien voor den soldaat of voor zijne rechthebbenden » zijn toepasselijk op hen, die de voordeelen dezer wet genieten, zonder dat » de pensioenen en tegemoetkomingen wegens gebrekkelijkheid kunnen » aanleiding geven tot overgang. »

« De terechtstelling, door den vijand bevolen, wordt met den dood op het

» slagveld gelijkgesteld, wat betreft het bedrag van het toe te kennen pensioen onder de rechthebbers van het slachtoffer. In al de overige gevallen » geldt het normaal bedrag voor de weduwe en voor de rechthebbers van » het slachtoffer. »

Deze tekst, behelst meer dan eene eenvoudige solidariteitsverklaring; werkelijk brengt hij een recht tot stand en elke tegenwoordige en toekomstige wetgeving zal voortaan van toepassing zijn op de burgerlijke slachtoffers.

Hij past echter het beginsel der gelijkstelling toe op eene wijze welke anderen, wellicht, eenigszins te radicaal zullen achten.

Onder andere is de bepaling van het pensioen op hetzelfde bedrag als het pensioen van den *soldaat*, eene eenvormige overeenkomst, welke, in de wet op de militaire pensioenen, wordt verzacht door de klimmende schaal van den rooster, naar evenredigheid van den graad !

Het volstaat het ontwerp van de Belgische Regeering te lezen om vast te stellen dat bij de toepassing verschillende gevallen, familiebeschouwingen voorkomen, waarmede dient rekening te worden gehouden.

Aan het tweede stelsel, de aanwijzing in de wet van het bedrag der tussekenkomst, gaf de Minister van Economische Zaken de voorkeur.

Het door hem ingediend wetsontwerp vermeldt het bedrag der pensioenen toe te kennen aan de burgerlijke slachtoffers en aan hunne rechtverkrijgenden.

Om dit bedrag vast te stellen was men verplicht uit te gaan van mogelijke gevallen. Tot nu toe kunnen wij enkel vermoeden welke de inzichten zijn van de militaire commissie die op dit oogenblik de herziening der wet van 1858 voorbereidt.

Eene inlichting schijnt eenigszins zeker te zijn : het hoogste bedrag van het pensioen van den soldaat zal bepaald worden op 2,400 frank. Voor het pensioen der weduwen en weezen bezitten wij nog geene gegevens, en het cijfer, in het ontwerp vermeld, berust enkel op vermoedens.

Deze onzekerheid is het voornaamste, en wij zegden bijna het eenige bezwaar van het stelsel gehuldigd door het ontwerp, u door de Regeering voorgesteld.

In de toekomst kan daarin worden verholpen. Mochten, na de aanneming door de Kamer van twee wetsontwerpen op de burgerlijke en militaire pensioenen, merkelijke verschillen tusseken de tarieven vastgesteld worden, dan zou eene nieuwe wet de wet op de burgerlijke pensioenen zonder bezwaar kunnen wijzigen. Dan zou men alleen een cijfer moeten wijzigen om een vaststaand beginsel toe te passen en wij hebben nog onlangs ondervonden dat wetten van dien aard gemakkelijk en spoedig de algemeene goedkeuring van de Kamer wegdragen.

Anderzijds bevat het wetsontwerp van de Regeering zekere bepalingen, betreffende namelijk de rechtverkrijgenden, niet zelden ingegeven door de wet van 24 December 1903 op de arbeidsongevallen, die een onbetwistbare vooruitgang zijn.

Het zou betreurenswaardig zijn ze weg te laten uit de toekomstige wet op

de burgerlijke pensioenen, en wij kunnen zelfs aannemen dat zij als aanwijzing zullen dienen voor het opmaken van de wet op de militaire pensioenen.

Na de voordeelen en bezwaren van beide stelsels gewikt te hebben, sloot uwe Commissie zich aan bij het tweede; zij stelt u voor, het wetsontwerp van de Regeering aan te nemen, onder voorbehoud van de amendementen die hieronder, bij de behandeling van de artikelen van het wetsontwerp, worden uiteengezet en verklaard.

Deze amendementen betreffen namelijk twee bijzondere zaken : de *vertegenwoordiging* der vergoeding en het *gelijktijdig genot* van verscheidene vergoedingen.

De eerste tekst laat enkel tot het voordeel van de wet de kleinkinderen toe als vertegenwoordigers van hunne overleden ouders, en evenzoo de broeders en zusters enkel bij ontstentenis van kinderen of bloedverwanten in de opgaande linie. Uwe Commissie was van gevoelen dat elke persoon die, zooals de voorgestelde amendementen bepalen, ten gevolge van den oorlog beroofd is van zijn steun, schadeloosstelling moet bekomen.

Een zelfde ongeluk zal aldus kunnen leiden tot schadeloosstelling ten aanzien van verscheidene personen. De uiterste geringheid van het toegekende pensioen maakt deze edelmoedigheid mogelijk ; het is trouwens enkel rechtvaardig.

Zoo is het ook wanneer het geldt het gelijktijdig genot van verscheidene pensioenen door een enkel persoon toe te laten. Dit geval zal zich enkel voordoen wanneer verscheidene leden eener zelfde familie zijn omgekomen. Daar waar gansche familiën zijn uitgemoord, zal een beetje welstand de smart der overlevenden verzachten.

Het is wel verstaan dat het burgerlijk pensioen, aan een rechthebbende verschuldigd, kan worden verleend te gelijk met een soortgelijk militair pensioen.

*
* * *

Aan 't slot van de algemeene beschouwingen van het verslag, dient te worden gewezen op de eindverklaring der memorie van toelichting van het wetsontwerp : In geval van overlijden van het slachtoffer, zijn de voor zekere groepen rechthebbenden voorziene vergoedingen alleen dan verschuldigd wanneer het slachtoffer de *kostwinner* dezer laatsten was. Deze uitdrukking moet worden opgevat zooals in de wet van 24 December 1903 op de arbeidsongevallen. Het zal dus niet noodig zijn te bewijzen dat de rechthebbende in noot verkeerde, opdat de vergoeding kunne worden verleend.

Voldoende zal het zijn dat het slachtoffer dezen geregeld, in welke mate ook, ter hulp gekomen is.

Deze verklaring zal aan de rechtbanken voor oorlogsschade als regel dienen tot vaststelling van de rechten der belanghebbenden.

BEHANDELING VAN DE ARTIKELEN.

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste artikel van het wetsontwerp der Regeering schijnt niet uitdrukkelijk genoeg. Het bepaalt den aard der feiten die aanleiding geven tot herstel en duidt de personen aan die op het voordeel daarvan aanspraak hebben. Het bleek nuttig, den tekst in overeenstemming te brengen met het ontwerp van wet op het herstel der schade aan de goederen, inzonderheid wat de uitsluitingen betreft.

De gevolgen der *gevangenhouding* uit hoofde van politieke redenen kunnen bij voorkomend geval aanleiding geven tot herstel. Hier kan gemakkelijk een onderscheid worden gemaakt tusschen de gemeene wanbedrijven en de oorlogsfeiten.

Hetzelfde geldt niet in geval van overlijden. De Belgen aan de grens door den electrischen stroom geveeld of doodgeschoten, de personen afzonderlijk gedood door troepen of politiepatrouilles vallen klaarblijkelijk onder de toepassing van het n° 1°. Die feiten deden zich niet altijd voor ter gelegenheid van loffelijke daden, doch er is schier geen middel om dit na te gaan zonder in willekeur te vervallen.

Evenzoo min als de gevangenhouding, werden de door den vijand gepleegde gewelddaden uitdrukkelijk in het wetsontwerp vermeld; de Commissie meende goed te doen deze leemte aan te vullen. Het moet echter goed verstaan zijn dat de opsomming, in het eerste artikel, van de oorzaken der schade niet medebrengt dat de niet bijzonder bepaalde oorzaken buiten gesloten zijn.

ART. 2.

Het bedrag van Staatsbijlage wordt in dit artikel vastgesteld.

Het in het algemeen gedeelte van het verslag gevestigde beginsel : gelijkstelling met militairen, zou niet streng dienen toegepast te worden. Volledige en nauwkeurige aanwijzingen nopens de nieuwe wet op de militaire pensioenen ontbreken ons nog. Daarover ondervraagd zijnde, heeft het Departement van Economische zaken ons geantwoord :

« De herziening der wet op de militaire pensioenen wordt thans voorbereid in het Ministerie van Oorlog, waar een Comité van officieren en ambtenaren een door het bestuur voorbereid voorontwerp onderzoekt.

» Tot nog toe neemt deze vergadering aan dat het pensioen van den soldaat, in geval van volkomene lichaamsongeschiktheid, 2,400 frank moet bedragen. »

Dan schijnt het ook billijk het hoogste bedrag van het pensioen van den burger op een gelijk bedrag van 2,400 frank te bepalen.

Deze oplossing levert dit voordeel op, dat zij uit het wetsontwerp doet wegvallen tot tweede lid van artikel 2 van het ontwerp der Regeering. Deze bepaling maakt althans tusschen de burgerlijke slachtoffers een onderscheid

dat schier niet uit te leggen is en overigens tot willekeur strekt. Het heeft den schijn dat men de overdreven gelijkstelling door een eenvormigen standaard wilde te keer gaan. In de wet op de militaire pensioenen wordt dit euvel verholpen door het onderscheid tusschen de graden en in de ongevallenwet door de handhaving der verhouding tusschen het loon en de vergoeding. In het bijzonder geval, waarover wij handelen, blijkt het hulpmiddel erger dan de kwaal, bij gemis van iederen vasten en billijken grondslag voor de trapswijze opklimming. Wanneer niet eene schade dient te worden hersteld volgens de regelen van het gemeene recht, maar wel het kwaad moet worden verzacht met eene bedoeling van nationale saamenhoorigheid, moet de gelijkheid tusschen de slachtoffers volledig zijn.

De slotalinca van artikel 2 laat aan een koninklijk besluit de zorg over, den standaard voor de berekening van den graad van invaliditeit te bepalen. Die beschikking schijnt te mogen behouden worden onder het uitdrukkelijk voorbehoud dat die standaard zal opgemaakt en behouden worden in overeenstemming met de soortgelijke maatregelen, die in zake militaire pensioenen zullen genomen worden.

ART. 3.

Artikel 3 wordt behouden, mits eenige lichte wijzigingen in den tekst. In den definitieven tekst moet het opgenomen worden in de plaats van artikel 4 en omgekeerd. Die rangschikking schijnt logischer en vergemakkelijkt het opstellen van den tekst.

ART. 4.

Uwe Commissie heeft geacht dat dit artikel moet worden behouden, alhoewel tot nog toe geene bepaling van dien aard voorkomt in de wetten op de militaire pensioenen. Het is billijk en strookt met de tegenwoordige strekking van wetgever en Regeering, die het grondbeginsel van het loon of van de gezinsvergoeding in vele wetten, besluiten of reglementen hebben opgenomen.

Zijne opneming in deze wet zal eene nuttige fingerwijzing zijn voor de voorbereiding der wet op de militaire pensioenen.

Uwe Commissie acht insgelijks, met een doel van openbare zedelijkheid, dat men zooveel mogelijk naar verdwijning van onregelmatige toestanden moest streven. In dit artikel, evenals in het volgende, heeft zij dus de voorwaarde geschrapt dat het huwelijk of de erkenning van een natuurlijk kind vóór het schadelijk feit moesten voltrokken zijn.

ART. 5.

Bij gemis van vaste gegevens en voor de redenen opgegeven in het algemeen gedeelte van dit verslag, doet uwe Commissie het voorstel, ten minste voorloopig aan te nemen, het cijfer van 800 frank voor het pensioen der weduwen van burgerlijke slachtoffers.

Het beginsel der familiale vergoeding hebben wij aangenomen en verbreed om de hierboven opgegeven redenen.

ART. 6. (Behouden.)

ART. 7.

Uwe Commissie was van gevoelen dat de termijn van drie maand voor het indienen van de aanvraag te kort is. Zij stelt voor het op zes maand te brengen en de rechtbanken voor oorlog-schade te machtigen de belanghebbenden te ontheffen van het verval wegens het niet inacht nemen van den termijn, zoo dit het gevolg is van eene oorzaak onafhankelijk van zijnen wil.

ART. 8. (Behouden.)

ART. 9. (Behouden.)

ART. 10.

Uwe Commissie denkt dat er aanleiding is om dit artikel, waarbij he gelijktijdig genot der vergoedingen wordt geregeld, eene bepaling in te lassen, ontleend aan artikel 23 van het ontwerp van wet op het herstel der schade veroorzaakt aan roerende en onroerende goederen, voorbehoudend het recht der belanghebbenden op de vergoedingen « welke de Staat » krachtens de overeenkomsten en verdragen zou ontvangen hebben voor » allerlei schade die door deze wet niet of slechts gedeeltelijk mocht her » steld zijn ».

Om de in dit verslag opgegeven redenen stelt zij voor de schrapping van gelijktijdig genot, als maatregel van solidariteit ten aanzien der uitgemoorde gezinnen.

Het eerste lid werd behouden. Uit uitleggingen verstrekt door het Departement van Economische Zaken blijkt, dat het doelt op de aansprakelijkheid krachtens het gemeene recht, welke de Staat mocht oploopen als aannemer van werken of van vervoer.

Het aldus gewijzigd wetsontwerp werd door uwe bijzondere Commissie eenstemmig goedgekeurd.

De Verslaggever,

FERNAND DE WOUTERS.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

Projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

ARTICLE PREMIER.

Est réglée conformément à la présente loi, la réparation des dommages causés aux Belges qui n'appartiennent pas à l'armée, par décès, blessures, maladies ou infirmités survenues en suite des mesures ou de faits de guerre qui donneraient droit à indemnité en cas de préjudice subi dans les biens, spécialement en cas d'internement, de travail forcé ou de déportation.

Wetsontwerp op de vergoeding toe te kennen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog.

EERSTE ARTIKEL.

Wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet de vergoeding der schade berokkend aan de niet tot het leger behorende Belgen, door overlijden, verwondingen, ziekten of gebrekkelijkheden voor- of opgedaan ten gevolge van maatregelen of oorlogsfeiten welke recht zouden geven op vergoeding in geval van nadeel ondergaan in de goederen, bijzonderlijk in geval van internering, dwangarbeid of deportatie.

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

Est réglée conformément à la présente loi, la réparation des dommages causés aux Belges n'appartenant pas à l'armée, par décès, blessures, maladies ou infirmités survenues en suite :

1° *De mesures prises ou de faits accomplis à l'occasion de la guerre par les puissances ennemies ou l'un de leurs agents ou ressortissants, spécialement en cas de violences, d'internement, de travail forcé, de déportation ou d'emprisonnement pour motifs non punissables par les lois pénales belges.*

2° *De mesures prises ou de faits accomplis à l'occasion de la défense ou de la libération de la Belgique, soit par l'État belge, soit par l'un des États associés à la Belgique dans la guerre, soit par un agent de la Belgique ou de l'un de ces États.*

ART. 1^{bis}.

Ne sont pas admis au bénéfice de la présente loi, ceux qui ont été condamnés par décision définitive du chef d'infraction :

1° *A l'arrêté-loi du 10 décembre 1916, relatif à l'interdiction de relations d'ordre économique avec l'ennemi.*

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Wordt overeenkomstig deze wet geregeld het herstel van de schade, aan de niet tot het leger behorende Belgen berokkend door overlijden, verwondingen, ziekten of lichaamsgebreken zijnde het gevolg :

1° *Van maatregelen getroffen of van daden gepleegd, naar aanleiding van den oorlog, door de vijandelijke mogendheden of door een van hare aangestelden of onderdanen, inzonderheid in geval van gewelddaden, interneering, gedwongen arbeid, wegvorring of gevangenhouding om redenen die door de Belgische straffwetten niet strafbaar zijn gesteld ;*

2° *Van maatregelen getroffen of van daden gepleegd, naar aanleiding van de verdediging of de bevrijding van België, hetzij door den Belgischen Staat, hetzij door een der Staten met België in den oorlog verbonden, hetzij door eenen aangestelde van België of van eenen dier Staten.*

ART. 1^{bis}.

Hebben geen aanspraak op de voordeelen dezer wet, zij die bij eendbeslissing werden veroordeeld wegens overtreding :

1° *Van het besluit-wet van 10 December 1916 houdende verbod, betrekkingen op economisch gebied te onderhouden met den vijand ;*

ART. 2.

Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 p. c., la victime a droit à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 1,200 francs pour l'incapacité totale.

Ce maximum peut être porté à 2,400 francs au plus, lorsqu'il est établi qu'une allocation annuelle de 1,200 francs n'est pas proportionnée à la situation économique de l'intéressé considérée à la date du 1^{er} août 1914.

Le degré d'invalidité est évalué d'après un barème à établir par arrêté royal.

ART. 3.

Si l'incapacité est temporaire, une allocation fixée comme il est dit à l'article qui précède est accordée pour la durée de l'invalidité, à la condition que cette durée dépasse trente jours.

L'allocation prend cours, en ce cas, à l'expiration de ce délai. Elle peut être renouvelée, une ou plusieurs fois, à la demande du titulaire, pourvu que cette demande soit introduite dans le délai de trois

ART. 2.

Heeft het schadelijke feit een blijvend arbeidsonvermogen van minstens 10 p. h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht op eene jaarlijkse vergoeding bepaald, volgens den graad van het lichamelijk onvermogen, op den voet van een maximum van 1,200 frank voor het volslagen onvermogen.

Dit maximum mag opgevoerd worden tot hoogstens 2,400 frank, wanneer er vastgesteld wordt dat eene jaarlijkse vergoeding van 1,200 frank niet in verhouding staat met den economischen toestand waarin de belanghebbende den 1^{en} Augustus 1914 verkeerde.

De graad van het onvermogen wordt berekend naar eenen bij koninklijk besluit vast te stellen standaard.

ART. 3.

Voor elk tijdelijk onvermogen van meer dan dertig dagen wordt voor dezes duur vergoeding verleend vastgesteld zooals gezegd in voorgaand artikel.

In dit geval is de vergoeding verschuldigd van af den een en dertigsten dag van het onvermogen. Zij mag op aanvraag van den titularis, een of meermalen vernieuwd worden, op voorwaarde dat deze aan-

2^o Aux dispositions du titre I^{er} du livre II du Code pénal, de la loi du 4 août 1914, des arrêtés-lois du 11 octobre 1916 et du 8 avril 1917 sur les crimes et délits contre la sûreté de l'État.

ART. 2.

Lorsque le fait dommageable a été la cause d'une incapacité permanente de travail d'au moins 10 p. e. la victime a droit à une allocation annuelle fixée, à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 2,400 francs pour l'incapacité totale.

(L'alinéa 2 du projet du gouvernement est supprimé.)

Le degré d'invalidité est évalué d'après un barème à établir par arrêté royal.

ART. 3 (1).

Si le fait dommageable a été la cause d'une incapacité temporaire dépassant trente jours, l'allocation sera calculée sur les bases déterminées aux articles 2 et 3 pour la durée de cette incapacité.

(L'alinéa 2 du projet du Gouvernement est maintenu.)

(1) Dans le texte définitif, l'article 3 actuel devra se placer après l'article 4.

2^o Van het bepaalde in Titel I, Boek II, van het Strafwetboek, in de wet van 4 Augustus 1914, in de besluit-wetten van 11 October 1916 en 8 April 1917 op de misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat.

ART. 2.

Heeft het schadelijk feit eene voortdurende ongeschiktheid tot werken van minstens 10 t.h. veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer recht op eene jaarlijksche tegemoetkoming, volgens den graad van invaliditeit bepaald naar den grondslag van ten hoogste 2.400 frank voor de volkomene ongeschiktheid.

(Het 2^o lid van het ontwerp der Regeering wordt weggelaten).

De graad van invaliditeit wordt berekend naar eenen bij koninklijk besluit vast te stellen standaard.

ART. 3 (1).

Heeft het schadelijk feit eene tijdelijke ongeschiktheid van meer dan dertig dagen veroorzaakt, dan wordt de tegemoetkoming berekend naar de grondslagen, bij de artikelen 2 en 3 vastgesteld voor den duur dier ongeschiktheid.

(Het 2^o lid van het ontwerp der Regeering wordt behouden).

(1) In den definitieven tekst moet het huidig artikel 3 opgenomen worden na artikel 4.

ans à dater de la première décision ; elle peut alors être majorée ou diminuée.

ART. 4.

Il est accordé à la victime une majoration d'allocation annuelle, par enfant âgé de moins de seize ans au moment du fait dommageable.

Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité, sur la base d'un maximum de 500 francs par enfant en cas d'incapacité totale. Elle prend fin, pour chaque enfant, le jour où celui-ci atteint l'âge de seize ans.

Les enfants naturels ne sont pris en considération, pour l'application des dispositions qui précèdent, que s'ils ont été reconnus avant le fait dommageable.

ART. 5.

Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé les indemnités suivantes :

1° Une allocation annuelle de 800 francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur au fait dommageable ; toutefois, le veuf n'a droit à cette allocation que si la victime était son soutien ;

2° Une allocation annuelle de 500 francs par tête :

a) Aux enfants légitimes nés ou conçus avant le fait dommageable et aux enfants naturels reconnus avant ce fait, pour autant que les uns et

vraag ingediend word binnen den termijn van drie jaar te rekenen van de eindbeslissing ; zij mag alsdan verhoogd of verminderd worden.

ART. 4.

Voor elk kind beneden de zestien jaar, op het oogenblik van het schadelijk feit, wordt aan het slachtoffer eene vermeerdering van jaarlijksche vergoeding toegekend.

Deze vermeerdering is bepaald naar den graad van het lichamelijk onvermogen, op den voet van een maximum van 500 frank per kind in geval van volslagen onvermogen. Zij wordt voor elk kind niet meer toegekend zoodra het den zestienjarigen leeftijd bereikt.

De buitenechtelijke kinderen komen niet in aanmerking voor de toepassing van voorgaande bepalingen, dan zoo zij vóór het schadelijk feit als wettige kinderen erkend zijn.

ART. 5.

Heeft het schadelijk feit de dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen toegekend :

1° Eene jaarlijksche vergoeding van 800 frank aan de noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echteling, op voorwaarde dat het huwelijk vóór het schadelijk feit is voltrokken ; de weduwnaar heeft echter slechts dan recht op die vergoeding wanneer het slachtoffer zijn steun was ;

2° Eene jaarlijksche vergoeding van 500 frank per hoofd :

a) Aan de wettige kinderen, vóór het schadelijk feit geboren of ontvangen, en aan de buitenechtelijke, vóór dit feit erkende kinderen, voor

ART. 4.

(Comme au projet du Gouvernement).

Cette majoration est fixée à raison du degré d'invalidité sur la base d'un maximum de 300 francs par enfant en cas d'incapacité totale.

Elle prend fin lorsque l'enfant accomplit sa seizième année.

Les enfants naturels ne sont pris en considération, pour l'application des dispositions qui précèdent, que s'ils ont été reconnus.

ART. 5.

Lorsque le fait dommageable a causé la mort de la victime, il est accordé les indemnités suivantes :

1^o Une allocation annuelle de 800 francs au conjoint non divorcé ni séparé de corps ;

2^o Une allocation annuelle de 300 francs par tête :

a) Aux enfants légitimes et aux enfants naturels reconnus, les uns et les autres âgés de moins de seize ans.

ART. 4.

(Zooals in het ontwerp der Regeering.)

Deze verhooging wordt, volgens den graad van invaliditeit, bepaald naar den grondslag van ten hoogste 300 frank per kind in geval van volkomene ongeschiktheid.

Zij vervalt wanneer het kind den leeftijd van zestien jaar bereikt.

Voor de toepassing van de vorige bepalingen komen de natuurlijke kinderen alleen dan in aanmerking wanneer zij erkend werden.

ART. 5.

Heeft het schadelijk feit den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende vergoedingen verleend :

1^o Eene jaarlijksche tegemoetkoming van 800 frank aan den noch uit den echt noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot ;

2^o Eene jaarlijksche tegemoetkoming van 300 frank per hoofd :

a) Aan de wettige kinderen en aan de erkende natuurlijke kinderen, beide beneden zestien jaar.

les autres soient âgés de moins de seize ans au moment du même fait;

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de seize ans au moment du fait dommageable, ainsi qu'aux ascendants dont la victime était le soutien;

c) Aux frères et aux sœurs, âgés de moins de seize ans au moment du fait dommageable et dont la victime était le soutien.

Les enfants excluent les ayants-droit des catégories B et C; toutefois, les petits-enfants viennent en représentation de leur auteur. Les ayants-droit de la catégorie B excluent les frères et sœurs.

ART. 6.

Les allocations sont accordées par les juridictions des dommages de guerre instituées par l'arrêté-loi du 23 octobre 1918.

Il sera fait application de toutes les dispositions des titres II et III du dit arrêté-loi, non contraires à la présente loi.

ART. 7.

La demande doit être formée, à peine de déchéance, dans les trois

zoover beiden op het oogenblik van hetzelfde feit den leeftijd van 16 jaar niet hebben bereikt;

b) Aan de kleinkinderen, die op het oogenblik van het schadelijk feit den leeftijd van 16 jaar niet hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in opgaande linie, wier steun het slachtoffer was;

c) Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaar op het oogenblik van het schadelijk feit, wier steun het slachtoffer was.

De kinderen sluiten de rechthebbenden van groepen B en C uit; evenwel treden de kleinkinderen bij plaatsvervulling voor hun rechtgever op. De rechthebbenden van groep B sluiten de broeders en zusters uit.

ART. 6.

De vergoedingen worden verleend door de rechtsmachten voor oorlogsschade, ingesteld bij het wetbesluit van 23 Oktober 1918.

Al de bepalingen van titels II en III van evenvermeld wet-besluit, welke niet in strijd zijn met onderhavige wet, zullen worden toegepast.

ART. 7.

De aanvraag dient, op straf van rechtsverval, ingediend binnen de

b) Aux petits-enfants, âgés de moins de 16 ans.

c) *Aux ascendants dont la victime était le soutien.*

d) aux frères et sœurs, âgés de moins de 16 ans dont la victime était le soutien.

Les indemnités attribués sous les lettres a), b) et d) cesseront lorsque les bénéficiaires ont accompli leur seizième année.

ART. 6.

(Comme au projet du Gouvernement.)

ART. 7.

La demande doit être formée, à peine de déchéance, dans les six

b) Aan de kleinkinderen beneden zestien jaar;

c) *Aan de bloedverwanten in de opgaande linie, waarvan het slachtoffer de kostwinner was;*

d) Aan de broeders en zusters beneden zestien jaar, waarvan het slachtoffer de kostwinner was.

De bij letters a), b) en d) toegekende vergoedingen vervallen wanneer de rechthebbenden den leeftijd van zestien jaar hebben bereikt.

ART. 6.

(Zooals in het ontwerp der Regeering.)

ART. 7.

De aanvraag moet, op straffe van vervallenverklaring, ingediend wor-

mois de la présente loi ou, si le fait dommageable est postérieur à cette mise en vigueur, dans les trois mois à dater de ce fait.

ART. 8.

Lorsque la cause n'est pas en état, le tribunal peut accorder même d'office une allocation provisionnelle.

Si la provision dépasse le montant de l'allocation définitive, il n'y a pas lieu à répétition de la différence.

ART. 9.

Les indemnités dues en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

ART. 10.

Le bénéfice de la présente loi ne peut être cumulé avec celui des dispositions de droit commun relatives à la responsabilité des pouvoirs publics.

Le cumul de deux ou plusieurs allocations prévues par la présente loi est interdit.

drie maand volgende op het in werking treden van onderhavige wet of zoo het schadelijk feit na dit in werking treden zich heeft voorgedaan, binnen de drie maand ingaande met dit feit.

ART. 8.

Wanneer de zaak niet in staat van wijzen is, mag de rechtbank, zelfs ambtshalve, eene vergoeding bij voorraad toekennen.

Indien de bij voorraad verleende vergoeding de bij eindbeslissing toegekende vergoeding te hoven gaat, mag het verschil niet meer teruggeëischt worden.

ART. 9.

De krachtens deze wet verschuldigde vergoedingen zijn niet vatbaar voor afstand en beslag tenzij wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud.

ART. 10.

Het voorrecht van deze wet en dit van de bepalingen van het gemeene recht betreffende de aansprakelijkheid der openbare machten mogen niet te gelijk worden gevorderd.

Zoo ook is het verboden twee of meer door onderhavige wet voorzien vergoedingen te gelijk op te trekken.

mois de la publication de la présente loi ou si le dommage, est postérieur à cette publication, dans les six mois à dater de ce dommage.

Toutefois, les tribunaux de dommages de guerre pourront relever l'intéressé de la déchéance encourue à raison de l'inobservation du délai s'il est établi que celle-ci provient d'une cause indépendante de sa volonté.

ART. 8.

(Comme au projet du Gouvernement.)

ART. 9.

Les indemnités *alloués* en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

ART. 10.

Le 1^{er} alinéa comme au projet du Gouvernement.

Le 2^m alinéa est supprimé.

den binnen zes maand na de bekendmaking dezer wet ofwel, indien de schade na deze bekendmaking is toegebracht, binnen zes maand te rekenen van deze schade.

De rechtbanken voor oorlogsschade kunnen echter den belanghebbende ontheffen van het verval wegens het niet inacht nemen van den termijn, zoo het bewezen is dat dit het gevolg is van eene oorzaak onafhankelijk van zijnen wil.

ART. 8.

(Zooals in het ontwerp der Regeering).

ART. 9.

De krachtens deze wet *verleende* vergoedingen kunnen alleen wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud afgestaan en in beslag genomen worden.

ART. 10.

1^{ste} lid : zooals in het ontwerp der Regeering.

2^{de} lid : wordt weggelaten.

ART. 11.

Les indemnités ne sont pas dues pour le temps pendant lequel les titulaires, en raison des dommages visés par la présente loi, ont reçu des allocations, soit de l'État, des provinces ou des communes, soit du Comité National de Secours et d'Alimentation, notamment par l'intermédiaire de l'Oeuvre Nationale des Orphelins de la Guerre et de la Section Aide et Protection aux Invalides de la Guerre.

ART. 11.

De vergoedingen zijn niet verschuldigd voor den tijd gedurende denwelke de titularissen, wegens de bij deze wet bedoelde schade, vergoedingen hebben ontvangen, hetzij van den Staat, de provinciën of de gemeenten, hetzij van het Nationaal Comité voor hulpbe-
toon en voeding, o. m. door bemid-
deling van het Nationaal Werk voor
Oorlogsweezen en van de Afdee-
ling Hulp en Bescherming voor de
Oorlogsinvalieden.



Toutefois, l'allocation et le paiement d'une indemnité ne s'opposent pas à la participation des intéressés dans l'attribution des sommes que l'État aura recouvrées en vertu des conventions et des traités pour les dommages de toute nature qui n'auraient pas été réparés ou qui ne l'auraient été que partiellement par la présente loi.

ART. 11.

(Comme au projet du gouvernement).

De toekening en de betaling eener vergoeding beletten echter niet dat aan de belanghebbenden een aandeel wordt gegeven in de verdeling der sommen welke de Staat krachtens de overeenkomsten en verdragen ontvangt voor allerlei schade die door deze wet niet of slechts gedeeltelijk mocht hersteld zijn.

ART. 11.

(Zooals in het ontwerp der Regeering).

